



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Afrique

Question au Gouvernement n° 1867

Texte de la question

M. le president. La parole est a M. Jean-Marie Morisset.

M. Jean-Marie Morisset. Monsieur le ministre delegue a la cooperation, la region des grands lacs africains est devenue une poudriere: un genocide quotidien a lieu au Burundi depuis des mois sans que la communaute internationale se manifeste autrement que verbalement; le Zaire, menace lui-meme d'implosion, est las d'abriter tous les refugies de la region; quant au Rwanda, deux ans apres le genocide, il panse ses plaies sans avoir resolu les problemes de fond.

La France doit reagir. En 1994, elle declenchait, contre l'avis de tous ses partenaires europeens, l'operation turquoise qui fut une reussite sur le plan humanitaire mais, faute d'accord politique sur l'ensemble des questions en suspens dans la region des grands lacs, la situation regionale menace de degenerer.

Monsieur le ministre, quelles initiatives d'envergure la diplomatie francaise envisage-t-elle de proposer afin d'enrayer ce qui, demain, sera tres certainement un nouveau genocide ? (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

M. le president, La parole est a M. le ministre delegue a la cooperation.

M. Jacques Godfrain, ministre delegue a la cooperation. Monsieur le depute, depuis longtemps la situation dans la region des grands lacs africains ne cesse de s'aggraver, en particulier a cause de la presence, de part et d'autre des frontieres qui entourent cette region, d'environ 2 millions de refugies.

M. Jean-Claude Lefort. La faute a qui ?

M. le ministre delegue a la cooperation. La France, vous venez de le rappeler, a toujours joue, en liaison avec ses partenaires europeens, un role actif afin qu'une paix durable puisse revenir dans cette region.

M. Jean-Claude Lefort. Comme au Rwanda ?

M. le ministre delegue a la cooperation. Au Burundi, nous avons agi en faveur de la preservation de la paix civile, de l'unite nationale et de la reconciliation en maintenant des contacts incessants avec les forces politiques moderees des pays en question. Malheureusement, les forces les plus extremistes n'ont cesse de gagner du terrain. Recemment, le 25 juillet 1996, en l'absence de progres vers une solution politique nationale, le pouvoir a ete pris par le major Buyoya, qui fut en 1987, rappelons-le, l'artisan de la democratisation dans ce pays.

Dans des circonstances aussi graves, la France ne peut que continuer a agir pour la reconciliation nationale et le retour de la paix.

Elle vient ainsi d'obtenir que l'Union europeenne mandate M. Ajello, dans la region des grands lacs, pour prendre contact, a la fois avec le regime de Bujumbura afin de l'encourager de maniere pressante a engager des negociations sans exclusive, avec toutes les parties burundaises, et avec les Etats de la region.

Cet envoye special de l'Union europeenne a deja rencontre les autorites du Zaire, du Rwanda et des autres pays qui recoivent des refugies sur leur territoire. Il s'est egalement entretenu avec l'envoye special du secretaire general des Nations unies, M. Ibrahim Fall.

La paix ne pourra revenir dans la region que dans le cadre d'une negociation engagee au sein d'une conference regionale.

M. Jean-Claude Lefort. Que fait la France ?

M. le ministre delegue a la cooperation. L'action que mene la France tant dans cette region qu'aupres de l'Union europeenne et des Nations unies est fondamentale car, fidele a sa tradition, elle veut etre un artisan de la paix

dans cette region. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Jean-Marie Morisset.

M. Jean-Marie Morisset. Monsieur le ministre delegue a la cooperation, la region des grands lacs africains est devenue une poudriere: un genocide quotidien a lieu au Burundi depuis des mois sans que la communaute internationale se manifeste autrement que verbalement; le Zaire, menace lui-meme d'implosion, est las d'abriter tous les refugies de la region; quant au Rwanda, deux ans apres le genocide, il panse ses plaies sans avoir resolu les problemes de fond.

La France doit reagir. En 1994, elle declenchait, contre l'avis de tous ses partenaires europeens, l'operation turquoise qui fut une reussite sur le plan humanitaire mais, faute d'accord politique sur l'ensemble des questions en suspens dans la region des grands lacs, la situation regionale menace de degenerer.

Monsieur le ministre, quelles initiatives d'envergure la diplomatie francaise envisage-t-elle de proposer afin d'enrayer ce qui, demain, sera tres certainement un nouveau genocide ? (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

M. le president, La parole est a M. le ministre delegue a la cooperation.

M. Jacques Godfrain, ministre delegue a la cooperation. Monsieur le depute, depuis longtemps la situation dans la region des grands lacs africains ne cesse de s'aggraver, en particulier a cause de la presence, de part et d'autre des frontieres qui entourent cette region, d'environ 2 millions de refugies.

M. Jean-Claude Lefort. La faute a qui ?

M. le ministre delegue a la cooperation. La France, vous venez de le rappeler, a toujours joue, en liaison avec ses partenaires europeens, un role actif afin qu'une paix durable puisse revenir dans cette region.

M. Jean-Claude Lefort. Comme au Rwanda ?

M. le ministre delegue a la cooperation. Au Burundi, nous avons agi en faveur de la preservation de la paix civile, de l'unite nationale et de la reconciliation en maintenant des contacts incessants avec les forces politiques moderees des pays en question. Malheureusement, les forces les plus extremistes n'ont cesse de gagner du terrain. Recemment, le 25 juillet 1996, en l'absence de progres vers une solution politique nationale, le pouvoir a ete pris par le major Buyoya, qui fut en 1987, rappelons-le, l'artisan de la democratisation dans ce pays. Dans des circonstances aussi graves, la France ne peut que continuer a agir pour la reconciliation nationale et le retour de la paix.

Elle vient ainsi d'obtenir que l'Union europeenne mandate M. Ajello, dans la region des grands lacs, pour prendre contact, a la fois avec le regime de Bujumbura afin de l'encourager de maniere pressante a engager des negociations sans exclusive, avec toutes les parties burundaises, et avec les Etats de la region.

Cet envoye special de l'Union europeenne a deja rencontre les autorites du Zaire, du Rwanda et des autres pays qui recoivent des refugies sur leur territoire. Il s'est egalement entretenu avec l'envoye special du secretaire general des Nations unies, M. Ibrahim Fall.

La paix ne pourra revenir dans la region que dans le cadre d'une negociation engagee au sein d'une conference regionale.

M. Jean-Claude Lefort. Que fait la France ?

M. le ministre delegue a la cooperation. L'action que mene la France tant dans cette region qu'aupres de l'Union europeenne et des Nations unies est fondamentale car, fidele a sa tradition, elle veut etre un artisan de la paix dans cette region. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

Données clés

Auteur : [M. Morisset Jean-Marie](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1867

Rubrique : Politique exterieure

Ministère interrogé : coopération

Ministère attributaire : coopération

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 octobre 1996, page 5770

Réponse publiée le : 23 octobre 1996, page 5770

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 octobre 1996